

A V I S

DE LA

CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES PUBLICS

sur

le projet de règlement ministériel concernant les modalités de
l'examen-concours d'admission au stage, du stage de formation
pratique et pédagogique, de l'examen d'admission définitive aux
fonctions de professeur de conservatoire de musique

Par dépêche du 1er février 1984, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a demandé l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sur le projet spécifié à l'intitulé.

Le 3 février 1984, la Chambre a émis son avis sur le projet de règlement grand-ducal concernant la formation et le mode de recrutement des directeurs, des directeurs adjoints et des membres du corps enseignant des conservatoires de musique. L'article 4 de ce projet prévoit que "le programme détaillé des matières ainsi que les modalités d'organisation des examens ... (concours de recrutement et examen d'admission définitive) seront fixées par règlement ministériel".

Tel devrait être le but du projet sous avis. Or, l'examen du texte proposé révèle qu'il ne répond qu'imparfaitement au but fixé. En effet, certains détails importants manquent, notamment les programmes détaillés des examens. D'autre part, le projet répète des dispositions déjà prévues au règlement grand-ducal, ce qui est superflu, et en raison de la rédaction parfois différente, pourrait même donner lieu à des discussions et contestations. Enfin, en certains points, le projet de règlement ministériel dépasse le cadre qui sera fixé par le règlement habilitant, ce qui est inadmissible.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ne se voit donc pas en mesure d'approuver ledit projet sous sa forme actuelle et elle invite le Gouvernement à en réexaminer le texte en tenant compte des observations et suggestions que la Chambre présente dans l'examen des articles qui suit.

Article 1er

Le principe énoncé par l'alinéa 1er résulte déjà implicitement des dispositions de l'article 1er du règlement grand-ducal, tandis que les dispositions des alinéas 2 et 3 sont des redites de l'article 6 (a) et alinéa final du même règlement.

Tout le texte de l'article 1er est donc superflu et peut être supprimé du projet.

Article 2

Il en est de même en ce qui concerne cet article, qui ne fait que répéter des dispositions des articles 3 et 6 du règlement grand-ducal.

Article 3

Lorsqu'un candidat enfreint les règles fixées pour le déroulement de l'examen, le jury ne saurait prononcer "la nullité de l'examen en cause" (= pour tous les candidats présents), mais il doit prononcer "l'exclusion du candidat en cause".

Article 4

L'article 4 du règlement grand-ducal charge le Ministre de fixer le programme détaillé des matières par un règlement. Le Ministre ne saurait donc se décharger sur les jurys d'examen successifs qui prendraient des décisions individuelles. Le but d'un règlement est de fixer des dispositions à portée générale et impersonnelle, uniformément applicables aux catégories de personnes tombant sous son champ d'application. La Chambre est d'accord que les jurys pourront spécifier de cas en cas le siège exact des matières sur lesquelles ils feront porter les épreuves, mais elle estime que la désignation des matières des examens et la fixation et la pondération des cotes d'évaluation des épreuves doivent faire l'objet d'un règlement.

Quant à l'alinéa 2, la Chambre signale que les conservatoires dispensent un "enseignement" notamment musical, alors que ce sont les écoles postprimaires qui offrent dans leurs programmes une "éducation musicale". Le texte ne saurait d'ailleurs se limiter à la musique puisque les conservatoires enseignent également la diction, l'art dramatique et la danse classique. Il faut donc compléter l'énoncé comme suit:

"la méthodologie de l'enseignement respectivement de la musique, de la diction, de l'art dramatique et de la danse classique".

Quant aux "fondements psychologiques de l'enseignement musical", le commentaire relatif à l'article 4 du règlement grand-ducal signalait que "la formulation ... a été supprimée, car elle semble trop verbeuse, et fait double emploi avec la 'méthodologie de l'enseignement musical'". Il y a donc lieu de supprimer cette matière également du texte sous avis.

Article 5

Pas de remarque.

Article 6

L'emploi du terme "admis" peut prêter à confusion.

D'ailleurs, les conditions de réussite à l'examen-concours sont déjà fixées à l'article 6 du règlement grand-ducal. Il est donc superflu de les répéter dans le présent texte.

La Chambre rappelle cependant à toutes fins utiles sa remarque faite dans son avis du 3 février 1984 tendant à ajouter à cet article 6 la précision d'usage pour les concours de recrutement: "L'examen-concours est en outre éliminatoire pour tous les candidats qui ne se sont pas classés dans le contingent de recrutement préalablement fixé".

Article 7

Pas de remarque quant au fond. Le verbe "nommer" est à remplacer par "désigner" qui semble plus approprié dans le présent cas.

Article 8

Ce texte peut omettre les ajouts superflus puisqu'évidents "ayant réussi à l'examen-concours" et (nommé) "par le conseil communal".

Le début se lira donc: "Le candidat qui a obtenu la nomination provisoire en qualité de professeur-stagiaire doit ...". Quant au stage, puisqu'il est mentionné la première fois à cet endroit, il y a lieu de reprendre la dénomination exacte et complète proposée à l'intitulé: "stage de formation pratique et pédagogique". Dans la suite du texte, on pourra alors se limiter à parler du "stage" tout court.

L'alinéa 2, outre qu'il est d'une construction douteuse, devient superflu si la proposition de la Chambre est retenue de compléter l'article 6 du règlement grand-ducal par la précision rappelée ci-dessus sub article 6 (L'examen-concours est ... éliminatoire ...).

Article 9

Au début du texte, les termes "de formation pratique" et l'évidence "le stagiaire est en fonction à son établissement d'attache" peuvent être omis. Quant à la tâche, il vaudrait mieux supprimer l'adjectif "complète" parce que, d'une part, il serait impossible de confier au candidat encore des leçons dans une des branches secondaires si son cadre était déjà complet par les leçons dans sa spécialité, d'autre part, il pourrait se présenter le cas où il serait impossible de confier immédiatement une tâche complète de 21 leçons au candidat.

Article 10

A l'alinéa 1er, il y a lieu de supprimer les mots "de formation pratique".

A l'alinéa 2, le participe "nommés" est à remplacer par "désignés".

Quant à l'alinéa 3, s'il est évident que les conseillers pédagogiques doivent avoir une expérience suffisante, il pourrait s'avérer impossible de trouver dans tous les cas un professeur remplissant la condition de "cinq années d'enseignement". La Chambre estime que l'on peut faire confiance aux directeurs qu'ils choisiront chaque fois les enseignants les plus expérimentés dont ils disposent. Il vaudrait donc mieux supprimer l'alinéa 3 du texte.

Article 11

La définition proposée de la mission des conseillers pédagogiques est plutôt maigre. La Chambre estime que le conseil pédagogique doit être rendu responsable de l'organisation du stage dans la spécialité qu'il représente.

Article 12

Le début se lira: "Le stage comporte:".

Sub c), il y a lieu de dire "... par le directeur dans la ou les classes où le stagiaire enseigne sa spécialité".

Article 13

L'adjectif "pratique" est à supprimer.

Article 14

Ce texte, outre qu'il est en contradiction avec l'article 13 qui précède et qu'il indique un renvoi faux à l'article 4, est complètement superflu et doit être supprimé du texte.

Article 15

L'article 4 du règlement grand-ducal précise les épreuves de l'examen d'admission définitive. Le règlement ministériel ne peut rien y ajouter, mais il doit fournir le détail des matières à prévoir et fixer le total des points y attachés.

Article 16

Les mots "ajournement total" sont à remplacer par "refus", et le texte pourrait utilement être complété par "conformément aux critères fixés à l'article 6 du règlement grand-ducal du ...".

Article 17

Le début se lira plus correctement: "Pour réussir à l'examen d'admission défini-
tive, le candidat doit obtenir ...". La fin de l'alinéa 2 doit dire: "... l'éli-
mination définitive du candidat de l'examen d'admission définitive".

Article 18

La Chambre propose la rédaction suivante: "Le stagiaire ayant réussi à l'examen est nommé ...".

Article 19

Cette disposition est superflue alors qu'elle figure déjà à l'article 5 du règlement grand-ducal.

Article 20

La Chambre est d'accord avec la faculté de réduire le cas échéant la durée du stage en rapport avec la durée de service en qualité de chargé de cours.

Par contre, la Chambre estime que l'alinéa 2 est à supprimer, la réussite du stage pédagogique et de l'examen le sanctionnant devant valoir pour la nomina-

tion à tout conservatoire, sans nouveau stage. La matière doit d'ailleurs être réglée d'une façon générale pour tous les fonctionnaires communaux dans leur statut. De toute façon elle ne saurait guère être introduite par un règlement ministériel.

Le début de l'alinéa 3 reste ensuite à adapter: "Dans ce cas ..." ou "Toutefois, la réduction ...".

Article 21

Pas de remarque.

Ainsi délibéré en séance plénière le 13 mars 1984, vingt-six membres étant présents, le texte ayant été adopté à l'unanimité.

Le Secrétaire,

A stylized, cursive signature in dark ink, likely belonging to the Secretary.

Le Président,

A stylized, cursive signature in dark ink, likely belonging to the President.